

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	11-03-2009	2009-1238
ENREGISTREMENT	23-03-2009	91507
ARRÊTÉ ROYAL	<input type="text"/>	
MONITEUR BELGE	<input type="text"/>	

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 99

-----

Séance du vendredi 20 février 2009

-----

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LE NIVEAU DE REMUNERATION DES TRAVAILLEURS HANDICAPES ET REMPLAÇANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 26 DU 15 OCTOBRE 1975 CONCERNANT LE NIVEAU DE REMUNERATION DES HANDICAPES OCCUPES DANS UN EMPLOI NORMAL

-----

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 99 DU 20 FEVRIER 2009 CONCERNANT  
LE NIVEAU DE REMUNERATION DES TRAVAILLEURS HANDICAPES ET  
REPLAÇANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
N° 26 DU 15 OCTOBRE 1975 CONCERNANT LE NIVEAU  
DE REMUNERATION DES HANDICAPES OCCUPES  
DANS UN EMPLOI NORMAL**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et au Protocole facultatif 2006, et en particulier l'article 27, 1 b) de cette Convention ;

Vu la Directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;

Vu la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la convention collective de travail n° 95 du 10 octobre 2008 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail ;

Vu la convention collective de travail n° 26 du 15 octobre 1975 concernant le niveau de rémunération des handicapés occupés dans un emploi normal, modifiée par la convention collective de travail n° 26 bis du 2 mai 1988 et n° 26 ter du 16 mai 1989 ;

Considérant que le cadre législatif belge a fortement évolué depuis l'adaptation de la convention collective de travail n° 26 du 15 octobre 1975, principalement compte tenu de la dévolution aux entités fédérées des compétences en matière d'intégration professionnelle des personnes handicapées ;

Considérant le point d'ancrage 4 - Diversité et non-discrimination de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2007 pour la période 2007-2008 dans lequel les interlocuteurs sociaux interprofessionnels ont convenu d'actualiser la convention collective de travail n° 26 concernant le niveau de rémunération des handicapés occupés dans un emploi normal compte tenu de la régionalisation de la politique de l'emploi les concernant ;

Considérant que les entités fédérées compétentes pour l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés ont, chacune en ce qui les concerne, adopté des mesures (primes et/ou interventions salariales) afin de compenser la perte de rendement des travailleurs handicapés et que certains avantages sont versés directement et exclusivement à l'employeur, lequel doit payer au travailleur handicapé la rémunération convenue ;

Considérant qu'il convient d'éviter que les travailleurs handicapés ne puissent recevoir, en raison d'un éventuel rendement inférieur au rendement normal, des rémunérations inférieures aux rémunérations fixées par une ou des conventions collectives de travail conclues au niveau interprofessionnel, sectoriel ou de l'entreprise et/ou, fixées par l'usage.

Considérant la nécessité, dans un souci de lisibilité, de remplacer la convention collective de travail n° 26 du 15 octobre 1975 précitée, par une nouvelle convention collective de travail.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 20 février 2009, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

## **CHAPITRE I - OBJET DE LA CONVENTION**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La présente convention vise à garantir aux travailleurs handicapés des rémunérations qui, au sens de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, soient équivalentes aux rémunérations fixées par une ou des conventions collectives de travail conclues au niveau interprofessionnel, sectoriel ou de l'entreprise et/ou par l'usage, qui est ou sont d'application à la catégorie de personnel à laquelle le travailleur handicapé appartient.

### Commentaire

Ces travailleurs handicapés ont droit à une rémunération au moins équivalente aux minima (salaire minimum, barèmes) qui sont d'application au niveau inter-professionnel, sectoriel ou de l'entreprise, sans préjudice du principe de la libre négociation salariale et de l'application à ce principe des dispositions de la convention collective de travail n° 95 du 10 octobre 2008 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail.

## **CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION**

### Article 2

La présente convention s'applique aux travailleurs handicapés reconnus par une autorité compétente, occupés en vertu d'un contrat de travail, ainsi qu'aux employeurs qui les occupent.

### Commentaire

Pour l'application de la présente convention, l'on entend notamment par travailleurs handicapés reconnus par une autorité compétente, les travailleurs inscrits à une agence chargée de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et plus précisément :

- à l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ;

ou

- au Dienststelle für Personen mit Behinderung ;

ou

- au Service bruxellois francophone des personnes handicapées ;

cet. n° 99

ou

- à la Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap et/ou au Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding.

### **CHAPITRE III - MISE EN ŒUVRE**

#### Article 3

La rémunération est payée au travailleur handicapé par l'employeur.

#### Commentaire

Pour l'application des articles 1er et 3 de la présente convention collective de travail, il est tenu compte de toutes les sortes d'interventions dans les coûts salariaux du travailleur handicapé, qui sont octroyées au travailleur ou par le biais de celui-ci.

#### Article 4

On entend par rémunération :

- 1° le salaire en espèces auquel le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement ;
- 2° le pourboire ou service auquel le travailleur a droit en raison de son engagement ou en vertu de l'usage ;
- 3° les avantages évaluables en argent auxquels le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement ;
- 4° les indemnités payées par l'employeur comme pécule de vacances conventionnel et complémentaire au pécule légal de vacances ;

cet. n° 99

5° les indemnités résultant des régimes complémentaires non légaux de sécurité sociale.

#### Commentaire

La notion de rémunération doit être interprétée dans le sens large, conformément à l'esprit des travaux préparatoires de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs (cf. Rapport de M. L.-E. TROCLET à la Commission de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale, Doc. Pari., Sénat, n° 115, session 1964-1965, 9.2.1965, pages 9 et 18) et à la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes.

### **CHAPITRE IV - DISPOSITION ABROGATOIRE ET TRANSITOIRE**

#### Article 5

Sous réserve de son application aux primes et interventions en cours visant à compenser la perte de rendement des personnes handicapées, la convention collective de travail n° 26 du 15 octobre 1975 concernant le niveau de rémunération des handicapés occupés dans un emploi normal, modifiée par les conventions collectives de travail n° 26 bis du 2 mai 1988 et n° 26 ter du 16 mai 1989 est abrogée et remplacée par la présente convention.

### **CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES**

La présente convention est conclue pour une période indéterminée.

Elle entre en vigueur le 20 février 2009.

Elle pourra en tout ou en partie être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt février deux mille neuf.

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique

P. TIMMERMANS

Pour les organisations des Classes moyennes

Ch. ISTASSE

Pour "De Boerenbond", la Fédération wallonne de l'Agriculture

C. BOTTERMAN

Pour la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

M. LEEMANS



	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	<b>11-03-2009</b> <b>23-03-2009</b>	<b>2009-1238</b> <b>91507</b>
REGISTRATIE		
KONINKLIJK BESLUIT		
BELGISCH STAATSBLAD		

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 99  
-----

Zitting van vrijdag 20 februari 2009  
-----

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE HET BEZOLDIGINGSPEIL  
VAN DE WERKNEMERS MET EEN HANDICAP EN TER VERVANGING VAN DE COL-  
LECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 26 VAN 15 OKTOBER 1975 BE-  
TREFFENDE HET BEZOLDIGINGSPEIL VAN DE MINDERVERVALIDEN  
DIE IN EEN NORMAALARBEIDSREGIME  
ZIJN TEWERKGESTELD  
-----

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 99 VAN 20 FEBRUARI 2009 BETREFFENDE HET BEZOLDIGINGSPEIL VAN DE WERKNEMERS MET EEN HANDICAP EN TER VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 26 VAN 15 OKTOBER 1975 BETREFFENDE HET BEZOLDIGINGSPEIL VAN DE MINDERVALIDEN DIE IN EEN NORMAAL ARBEIDSREGIME ZIJN TEWERKGESTELD**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap en het facultatieve protocol 2006, met name artikel 27, 1 b) van het Verdrag;

Gelet op richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 töt instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep;

Gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 95 van 10 oktober 2008 betreffende de gelijke behandeling gedurende alle fasen van de arbeidsrelatie;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 van 15 oktober 1975 betreffende het bezoldigingspeil van de mindervaliden die in een normaal arbeidsregime zijn tewerkgesteld, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 26 bis van 2 mei 1988 en nr. 26 ter van 16 mei 1989;

Overwegende dat het Belgische wetgevende kader sterk is veranderd sedert de aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 van 15 oktober 1975, vooral door de overgang naar de gefedereerde entiteiten van de bevoegdheden inzake inschakeling van personen met een handicap in het arbeidsproces;

Gelet op ankerpunt 4 - Diversiteit en non-discriminatie van het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2007 voor de période 2007-2008 waarin de sociale partners op centraal niveau zijn overeengekomen de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 betreffende het bezoldigingspeil van de mindervaliden die in een normaal arbeidsregime zijn tewerkgesteld, te actualiseren, rekening houdend met de regionalisering van het werkgelegenheidsbeleid dat op die personen van toepassing is;

Overwegende dat de gefedereerde entiteiten die bevoegd zijn voor de inschakeling van personen met een handicap in het arbeidsproces, ieder wat hen betreft, maatregelen (premies en/of loontegemoetkomingen) hebben aangenomen om het rendementsverlies van werknemers met een handicap te compenseren en dat sommige voordelen rechtstreeks en uitsluitend worden betaald aan de werkgever, die het overeengekomen loon aan de werknemer met een handicap moet uitbetalen;

Overwegende dat moet worden vermeden dat de werknemers met een handicap wegens een eventueel rendement dat lager ligt dan het normale rendement, lagere lonen zouden ontvangen dan de lonen die zijn vastgesteld door op centraal, sector- of ondernemingsniveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten en/of door het gebruik;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 van 15 oktober 1975 ter wille van de leesbaarheid door een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst moet worden vervangen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 20 februari 2009 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

## **HOOFDSTUK I - ONDERWERP VAN DE OVEREENKOMST**

### Artikel 1

Deze overeenkomst heeft tót doel werknemers met een handicap lonen te waarborgen die, in de zin van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, gelijkwaardig zijn met de lonen die zijn vastgesteld door op centraal, sector- of ondernemingsniveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten en/of door het gebruik, die of dat van toepassing zijn of is op de personeelscategorie waartoe de gehandicapte werknemer behoort.

### Commentaar

Deze werknemers met een handicap hebben recht op een loon dat minstens gelijkwaardig is aan de minima (minimumloon, barema's) die interprofessioneel, sectoraal of op ondernemingsniveau gelden, onverminderd het principe van de vrije loononderhandeling en de toepassing hierop van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 95 van 10 oktober 2008 betreffende de gelijke behandeling gedurende alle fasen van de arbeidsrelatie.

## **HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGEBIED**

### Artikel 2

Deze overeenkomst is van toepassing op de door een bevoegde instantie erkende werknemers met een handicap die tewerkgesteld zijn op grond van een arbeidsovereenkomst, alsook op de werkgevers die hen tewerkstellen.

### Commentaar

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt met name verstaan onder door een bevoegde instantie erkende werknemers met een handicap, de werknemers die zijn ingeschreven bij een agentschap belast met de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces, meer bepaald:

- "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

of

- "Dienststelle für Personen mit Behinderung";

of

- "Service bruxellois francophone des personnes handicapées";

of

- Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap en/of Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding.

## **HOOFDSTUK 111 - UITVOERING**

### Artikel 3

Het loon wordt aan de werknemer met een handicap betaald door de werkgever.

### Commentaar

Voor de toepassing van de artikelen 1 en 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt rekening gehouden met allerlei soorten tegemoetkomingen in de loonkosten van de werknemer met een handicap, welke aan of via de werknemer worden toegekend.

### Artikel 4

Onder loon wordt verstaan:

- 1° het loon in geld waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever;
- 2° de fooien of het bedieningsgeld waarop de werknemer recht heeft ingevolge zijn dienstbetrekking of krachtens het gebruik;
- 3° de in geld waardeerbare voordelen waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever;
- 4° de vergoedingen die krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst en ter aanvulling van het wettelijk vakantiegeld door de werkgever als vakantiegeld worden betaald;

5° de vergoedingen die voortvloeien uit de aanvullende niet-wettelijke socialezekerheidsregelingen.

#### Commentaar

Het begrip "loon" moet in de ruime zin worden geïnterpreteerd, conform de geest van de voorbereidende werkzaamheden van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers (cf. Verslag van de heer L.E. Troclet aan de Commissie Tewerkstelling, Arbeid en Sociale Voorzorg, Pari. Stuk, Senaat, nr. 115, zitting 1964-1965, 9-2-1965, blz. 9 en 18) en de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

### **HOOFDSTUK IV - OPHEFFINGS- EN OVERGANGSBEPALING**

#### Artikel 5

Onder voorbehoud van de toepassing ervan op de lopende premies en tegemoetkomingen om het rendementsverlies van werknemers met een handicap te compenseren, wordt de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 van 15 oktober 1975 betreffende het bezoldigingspeil van de mindervaliden die in een normaal arbeidsregime zijn tewerkgesteld, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 26 bis van 2 mei 1988 en nr. 26 ter van 16 mei 1989, opgeheven en vervangen door deze overeenkomst.

### **HOOFDSTUK V - SLOTBEPALINGEN**

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 20 februari 2009.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op twintig februari tweeduizend en negen.

Voor het Verbond van Belaische Onderneminaen

P. TIMMERMANS

Voor de Middenstandsorganisaties

Ch. ISTASSE

Voor de Boerenbond, "la Fédération wallonne de l'Agriculture"

C. BOTTERMAN

Voor het Algemeen Christelijk Vakverbond van België

M. LEEMANS